

Enquête conjoncturelle d'automne 2024

L'économie genevoise poursuit sa bonne dynamique, tandis que l'industrie s'inquiète

Un climat d'affaires favorable, mais des défis à venir

(Genève, le 5 novembre 2024) Selon l'Enquête conjoncturelle d'automne de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), l'année 2024 se révèle plutôt positive pour la majorité des entreprises genevoises. En effet, pour trois quarts des entreprises, la marche des affaires est jugée satisfaisante ou bonne. Cette tendance est encore plus marquée parmi les entreprises de plus de 30 collaborateurs, dont 86% se déclarent satisfaites de leur activité. Cependant, l'industrie contraste fortement, avec 36% des répondants annonçant une situation difficile qui pourrait même se dégrader davantage au-delà de six mois (38,5% des entreprises anticipant une situation mauvaise ou médiocre).

Les entreprises continuent d'embaucher, mais la tendance est à la baisse pour 2025

En matière de recrutement, 29% des entreprises sondées ont procédé à des embauches en 2024. Pour l'année en cours, l'industrie se distingue par un contraste marqué, avec des augmentations (35%) et des baisses (19%) de l'effectif supérieures à la moyenne. Ces données confirment une dynamique positive pour l'emploi, bien que certains secteurs se montrent prudents ou éprouvent des difficultés à recruter. En effet, l'année prochaine, les recrutements devraient légèrement marquer le pas ; le nombre d'entreprises prévoyant d'embaucher est en recul de six points pour s'établir à 23%.

La semaine de 40 heures s'impose chez 59% des entreprises, et le temps partiel est à la hausse, représentant 34% de l'effectif des répondants.

Hausse des salaires réels en 2024 et prévisions pour 2025

En moyenne, les salaires ont progressé de 1,8%, soit au-delà des 1,2% d'inflation projetée pour 2024. Deux tiers des entreprises sondées ont accordé une augmentation cette année. Les salaires réels devraient progresser encore plus fortement en 2025 grâce à hausse moyenne des rémunérations stable (1,6%), mais une inflation en fort recul (0,7%).

Fin 2023, 60% des entreprises ont versé un 13e salaire et/ou une gratification.

Concernant les investissements, un tiers des répondants en prévoient dans les douze prochains mois (stable comparé à 2023). Le montant cumulé des investissements, qui était très élevé ces 12 derniers mois, devrait toutefois reculer de 19%.

Suisse-UE : les bilatérales et la libre circulation des personnes au cœur de la prospérité du pays

L'Union européenne occupe une place centrale pour les entreprises genevoises, qui identifient l'UE comme leur principal partenaire commercial, avec plus de 40% d'entre elles indiquant que leur chiffre d'affaires en dépend directement. Les accords bilatéraux sont la pierre angulaire de cette relation selon les entreprises : 54% d'entre elles en tirent un bilan positif contre 9% qui y voient un effet négatif. La perspective d'une prochaine signature des accords bilatéraux III est par ailleurs accueillie favorablement par deux tiers des répondants, qui anticipent un effet bénéfique pour l'économie suisse.

La libre circulation des personnes est indispensable pour 71% des entreprises sondées, et 68% emploient des collaborateurs de l'UE. En cas de restriction à l'embauche, 44% des entreprises déclarent envisager de renoncer à des projets, tandis que 37% songent à sous-traiter à l'étranger ou à délocaliser. Si la libre circulation des personnes est plébiscitée par les entreprises genevoises, ce n'est de loin pas le seul accord important : les entreprises sondées placent la recherche et la formation (55%) et l'électricité (44%) en tête des priorités dans les relations entre la Suisse et l'UE.

Diversification vers d'autres marchés

Si l'UE demeure un partenaire incontournable, trois quarts des entreprises interrogées souhaitent que la Suisse renforce ses relations commerciales avec d'autres partenaires. Les trois marchés à renforcer en priorité sont les États-Unis (51%), la Chine (41%) et l'Inde (37%). Les éléments considérés comme les plus importants pour un accord de libre-échange sont l'allègement de la charge administrative (68%), suivi de la protection contre le dumping social et environnemental (45%) et de la protection de la propriété intellectuelle (35%). Les entreprises souhaitent donc avant tout des relations simplifiées, prévisibles et équilibrées.

Note méthodologique

L'enquête conjoncturelle de la CCIG a été réalisée entre le 28 août et le 10 octobre 2024, en collaboration avec les Chambres latines de commerce et d'industrie (CLCI). À Genève, 347 entreprises représentant plus de 26'000 emplois dans le canton ont répondu à l'enquête.

Contact

Vincent Subilia, directeur général, 078 757 95 36

Mario Marchesini, responsable de projets, 079 460 55 69

347

Entreprises
genevoises ayant
répondu

26 538

Emplois à Genève

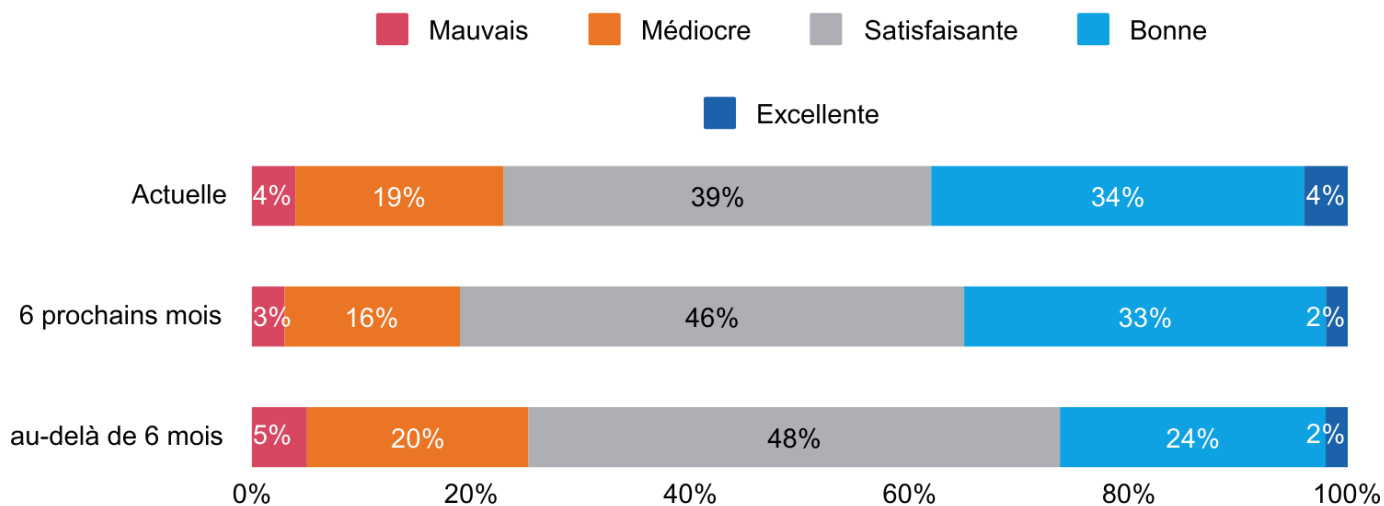
56 752

Emplois en Suisse

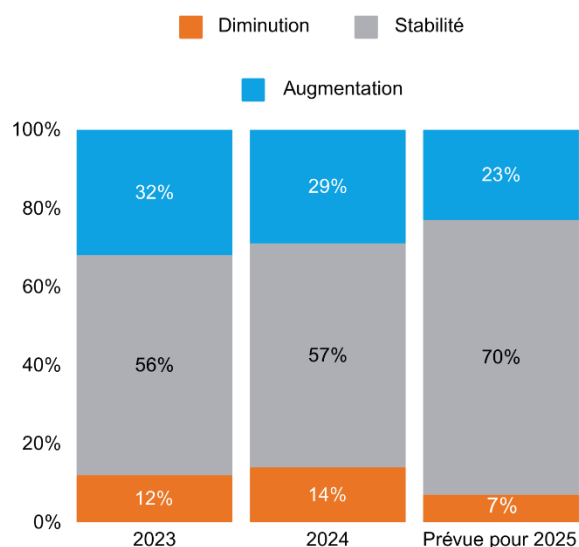
+1Mo

D'emplois dans le
monde

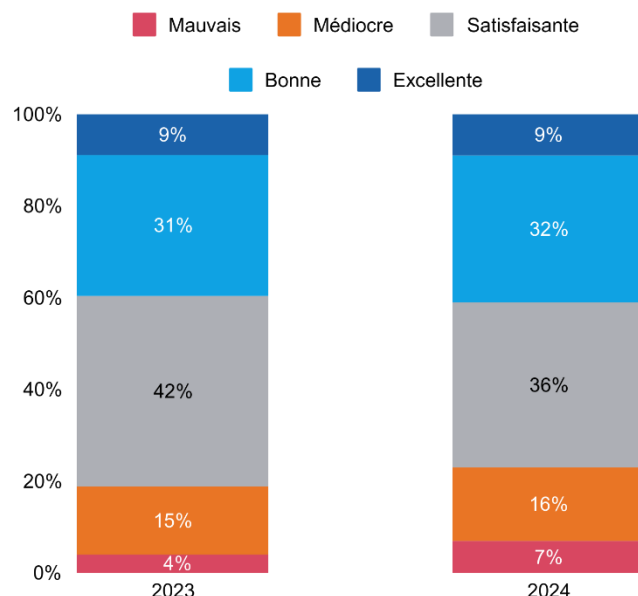
Marché des affaires



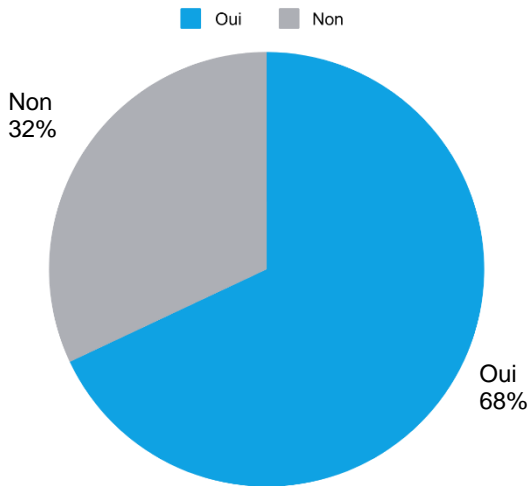
Evolution de l'effectif total des entreprises 2023-2025



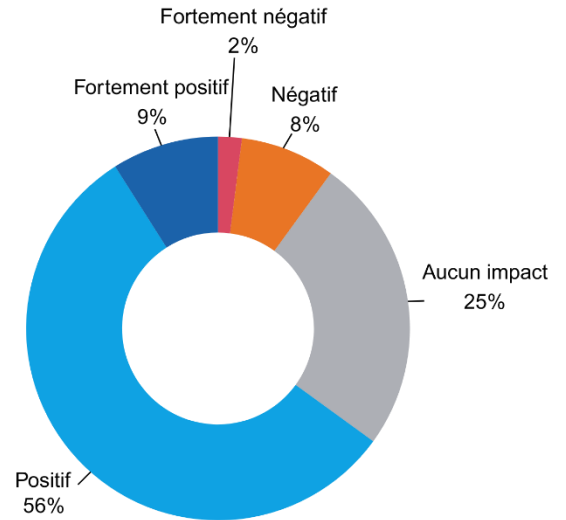
Marge d'autofinancement



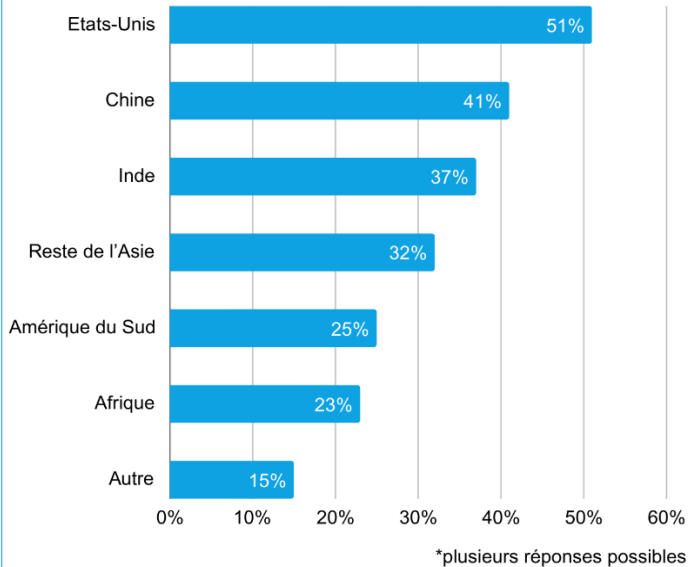
Main-d'œuvre de l'UE



Impact sur essor économique



Quels marchés devraient être prioritaires ?



Qu'est-ce qui vous semble le plus important lors de la négociation de nouveaux accords de libre-échange ou la modernisation de ceux existants ?

